

ROYAUME DU MAROC



DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

**CHARTRE
DU CONTRIBUABLE
EN MATIERE DE
CONTROLE FISCAL**

WWW.TAX.GOV.MA

Edition 2026

Direction Générale des Impôts
Rue Haj Ahmed Cherkaoui, Agdal, Rabat
Tél. : +212 (0) 5 37 27 90 00 à 07
<http://www.tax.gov.ma>

**CHARTE DU
CONTRIBUABLE
EN MATIERE DE
CONTROLE FISCAL**



SOMMAIRE

A- DROITS ET OBLIGATIONS EN MATIERE DE VERIFICATION DE COMPTABILITE	5
I- Principes fondamentaux	5
II- Droits et obligations au début de la procédure de vérification	6
III- Droits et obligations au cours de la procédure de vérification	10
IV- Droits et obligations à la clôture de la procédure de vérification	11
V- Droits et obligations en cas de procédure normale de rectification des bases d'imposition	13
VI- Droits et obligations en cas de procédure accélérée de rectification des bases d'imposition	15
VII- Droits et obligations en cas de recours devant les commissions (CRRF ou CNRF)	15
VIII- Droits et obligations en cas d'émission des droits complémentaires	18
IX- Droits et obligations en cas de procédure judiciaire suite à la rectification des bases d'imposition	18
X- Droits et obligations en cas d'accord à l'amiable	19
B- DROITS ET OBLIGATIONS EN MATIERE D'EXAMEN DE L'ENSEMBLE DE LA SITUATION FISCALE (EESF)	20
I- Principes fondamentaux	20
II- Droits et obligations au début de la procédure d'EESF	20
III- Droits et obligations au cours de la procédure d'EESF	21
IV- Droits et obligations à la clôture de la procédure d'EESF	23
V- Droits et obligations en cas de procédure normale de rectification des bases d'imposition	24
VI- Droits et obligations en cas de procédure accélérée de rectification des bases d'imposition	26
VII- Droits et obligations en cas de recours devant la CNRF	26
VIII- Droits et obligations en cas d'émission des droits	27
IX- Droits et obligations en cas de procédure judiciaire suite à la rectification des bases d'imposition	28
X - Droits et obligations en cas d'accord à l'amiable	28





La présente charte rappelle les principaux droits et obligations en matière de contrôle fiscal et ne se substitue pas aux dispositions légales prévues dans le Code Général des Impôts (CGI).

Les principaux droits et obligations des contribuables et de l'administration prévus par le CGI durant les procédures de vérification de comptabilité et d'examen de l'ensemble de la situation fiscale sont résumés comme suit :

A- DROITS ET OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE VÉRIFICATION DE COMPTABILITÉ

I- Principes fondamentaux

1 - Présomption de sincérité

Les déclarations et les documents comptables déposés ou présentés à l'administration fiscale sont présumés être exacts et sincères.

2- Engagement de facilitation de l'opération de contrôle

L'administration dispose d'un droit de contrôle des déclarations fiscales, pour s'assurer du respect des obligations fiscales par les contribuables et lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

Les contribuables s'engagent à faciliter les opérations de contrôle effectuées par l'administration.

3 - Garantie de contrôle selon une procédure légale

Le contrôle fiscal ne peut s'exercer que dans le cadre des procédures de rectification prévues par le CGI, par des agents de l'administration fiscale assermentés.

4 - Droit de défense selon une procédure contradictoire

Les procédures de rectification des bases d'imposition sont des procédures contradictoires qui garantissent aux contribuables le droit de défense durant toutes les phases de contrôle fiscal.

5 - Droit d'être assisté par un conseil de son choix

Les contribuables ont le droit de faire appel à un conseil de leur choix pour les assister lors des opérations de vérification. Ils disposent de la garantie de choisir librement aussi bien le titre que l'effectif des personnes pouvant remplir ce rôle d'assistance.

6 - Obligation de conservation des documents comptables

Les contribuables ont l'obligation de conserver tous les documents comptables et pièces justificatives pendant dix (10) ans au lieu où ils sont imposés.

Les contribuables qui tiennent la comptabilité par procédé électronique doivent conserver pendant la même durée les documents comptables précités sur support électronique.

En cas de perte des documents comptables, les contribuables doivent obligatoirement en informer l'administration fiscale par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date à laquelle ils ont constaté ladite perte. Ce délai est porté à trente (30) jours en cas de force majeure.

II- Droits et obligations au début de la procédure de vérification

1- Droit d'être informé du début de la procédure de vérification

Les contribuables ont le droit d'être informés du début de la procédure de vérification par un avis de vérification que l'administration doit obligatoirement notifier au moins quinze (15) jours avant la date fixée pour cette opération. Cet avis doit comporter :

- les noms, prénoms et le grade des vérificateurs ;
- la période concernée par la vérification ;
- la nature des impôts à vérifier ;
- les postes ou opérations à vérifier en cas de contrôle ponctuel ;
- la date du début de l'opération de vérification, qui commence à partir du 16^{ème} jour suivant la date de notification dudit avis, sans dépasser le cinquième jour ouvrable à compter de la date fixée pour le début du contrôle.

En cas de défaut de notification aux intéressés de l'avis de vérification dans le délai précité, la procédure de rectification est frappée de nullité.

2- Droit d'être informé des droits et obligations en matière de vérification

Les contribuables ont le droit d'être informés de leurs droits et obligations en matière de contrôle fiscal. L'administration doit obligatoirement accompagner l'avis de vérification d'une copie de la présente charte du contribuable.

En cas de défaut de notification aux intéressés de cette charte, la procédure de rectification est frappée de nullité.

3- Droit d'être notifié selon des formes légales

L'administration doit notifier au contribuable l'avis de vérification et les autres notifications dans les formes prévues à l'article 219 du CGI.

4- Droit à l'observation par l'Administration d'un délai légal avant le début du contrôle

L'opération de vérification ne peut commencer qu'à l'expiration du délai minimum de quinze (15) jours suivant la date de notification de l'avis de vérification, soit à partir du 16^{ème} jour suivant la date de notification dudit avis, sans dépasser le cinquième jour ouvrable à compter de la date fixée pour le début du contrôle.



La date de commencement de l'opération de contrôle est constatée par un procès-verbal établi par l'administration et signé par les deux parties, dont une copie est remise au contribuable.

Ce procès verbal, daté, doit comporter notamment les informations suivantes :

- le nom, prénom ou raison sociale de l'entreprise vérifiée ;
- la date de commencement de l'opération de contrôle ;
- le nom et la qualité des signataires ;
- les références de l'avis de vérification.

5- Obligation de présentation des documents comptables et de la documentation permettant de justifier la politique de prix de transfert

a) Obligation de présentation des documents comptables

Les contribuables ont l'obligation de mettre les documents comptables et pièces justificatives à la disposition de l'agent chargé du contrôle à la date fixée pour le contrôle.

Les contribuables qui tiennent une comptabilité par procédé électronique doivent présenter, également, les documents comptables précités sur support électronique.

Les documents comptables sont présentés dans les locaux, selon le cas, du domicile fiscal, du siège social ou du principal établissement des contribuables personnes physiques ou morales concernés, aux agents de l'administration fiscale qui vérifient la sincérité des écritures comptables et des déclarations souscrites par les contribuables et s'assurent, sur place, de l'existence matérielle des biens figurant à l'actif.

Lorsque la comptabilité est tenue au moyen de systèmes informatisés, le contrôle porte sur l'ensemble des informations, données et traitements informatiques qui concourent directement ou indirectement à la formation des résultats comptables ou fiscaux et à l'élaboration des déclarations fiscales, ainsi que sur la documentation relative à l'analyse, à la programmation et à l'exécution des traitements.

Si le contribuable refuse de mettre à la disposition du vérificateur les documents comptables nécessaires à la vérification de ses déclarations ou refuse de se soumettre à la vérification, l'administration lui envoie deux lettres de mise en demeure avant de procéder à la taxation d'office.

Si le contribuable tenant une comptabilité par procédé électronique ne présente pas les documents comptables sur support électronique, il lui est adressé une lettre, dans les formes prévues à l'article 219 du CGI, l'invitant à se conformer à cette obligation dans un délai de quinze

(15) jours à compter de la date de réception de ladite lettre. A défaut, il est informé par lettre de l'application de l'amende prévue à l'article 191 bis du CGI.

A défaut de présentation, au cours de la vérification, d'une partie des documents comptables et pièces justificatives prévus par la législation et la réglementation en vigueur, le contribuable est invité dans les formes prévues à l'article 219 du CGI, à produire ces documents et pièces dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de communication desdits documents et pièces. Ce délai peut être prorogé jusqu'à la fin de la période de contrôle.

Les documents et pièces manquants ne peuvent être présentés par le contribuable pour la première fois devant la commission régionale du recours fiscal (CRRF) et la commission nationale de recours fiscal (CNRF).

b) Obligation de présentation de la documentation permettant de justifier la politique de prix de transfert

Les entreprises ayant réalisé des transactions avec les entreprises situées hors du Maroc et avec lesquelles elles tiennent des liens de dépendance directe ou indirecte et dont le chiffre d'affaires réalisé et déclaré hors taxe sur la valeur ajoutée ou dont l'actif brut figurant au bilan à la clôture de l'exercice concerné, est supérieur ou égal à cinquante (50) millions de dirhams, doivent communiquer à l'administration fiscale, par procédé électronique à la date de début de l'opération de vérification de la comptabilité, les documents et les informations du fichier principal et du fichier local permettant de justifier leur politique de prix de transfert conformément à la liste et aux modalités prévues par le décret n° 2.22.1020 du 6 jourmada II 1447 (27 novembre 2025) fixant la liste et les modalités de la communication de la documentation des prix de transfert.

A défaut de communication de tout ou partie de la documentation précitée, au cours de la vérification d'un exercice, le contribuable est invité, dans les formes prévues à l'article 219 du CGI, à produire les documents manquants dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de communication desdits documents.

A défaut de communication de la documentation précitée dans ledit délai ou lorsque les documents communiqués sont incomplets, insuffisants ou erronés, le lien de dépendance entre les entreprises concernées est supposé établi.

Toute entreprise n'ayant pas produit à l'administration fiscale les documents manquants est passible d'une amende égale à 0,5% du montant des transactions concernées par les documents non produits. Le montant de l'amende précitée ne peut être inférieur à deux cent mille (200.000) dirhams par exercice concerné.



6 - Droit de communication et échange d'informations

L'administration a le droit de demander par écrit la communication des renseignements et documents qui peuvent servir dans l'opération de contrôle des déclarations des contribuables. Le droit de communication porte sur tous les renseignements concernant les contribuables à l'intérieur du Maroc ou à l'étranger, notamment à travers la communication avec les administrations fiscales étrangères en vertu des conventions ou accords internationaux conclus par le Maroc.

L'administration a également le droit de demander aux entreprises imposables au Maroc ayant effectué des opérations avec des entreprises situées hors du Maroc, autres que celles visées au II-5-b ci-dessus, la communication des informations et documents relatifs :

- à la nature des relations liant l'entreprise imposable au Maroc à celle située hors du Maroc ;
- à la nature des services rendus ou des produits commercialisés ;
- à la méthode de détermination des prix des opérations réalisées entre lesdites entreprises et les éléments qui la justifient ;
- aux régimes et aux taux d'imposition des entreprises situées hors du Maroc.

Cette demande de communication est effectuée dans les formes visées à l'article 219 du CGI. L'entreprise concernée dispose d'un délai de trente (30) jours suivant la date de réception de la demande précitée pour communiquer à l'administration les informations et les documents demandés.

A défaut de communication de la documentation précitée dans ledit délai ou lorsque les documents communiqués sont incomplets, insuffisants ou erronés, le lien de dépendance entre les entreprises concernées est supposé établi.

7 - Droit d'être informé de la date d'envoi de la demande de renseignements aux administrations fiscales des Etats ayant conclu avec le Maroc des conventions ou accords permettant un échange de renseignements à des fins fiscales

Le contribuable a le droit d'être informé, dans les formes prévues à l'article 219 du CGI de la date d'envoi de la demande de renseignements aux administrations fiscales des Etats ayant conclu avec le Maroc des conventions ou accords permettant un échange de renseignements à des fins fiscales, et ce dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la date de cet envoi.

III- Droits et obligations au cours de la procédure de vérification

1 - Droit d'être vérifié dans les locaux du contribuable

Le lieu de vérification est le siège social ou le principal établissement pour les personnes morales, le domicile fiscal ou le principal établissement pour les personnes physiques et le domicile fiscal élu pour les contribuables non-résidents au Maroc.

L'administration n'est pas en droit d'exiger du contribuable de lui faire parvenir à ses locaux des documents comptables ou des extraits de sa comptabilité et ne doit pas emporter les livres et pièces comptables originaux, sauf autorisation expresse du contribuable et à condition de lui délivrer un récépissé détaillé desdits livres et pièces.

2- Droit d'être vérifié dans une durée limitée

Les opérations de vérification de comptabilité ne peuvent durer plus de trois (3) mois pour les entreprises dont le chiffre d'affaires déclaré, au titre des exercices soumis à vérification, est inférieur ou égal à cinquante (50) millions de dirhams hors taxe sur la valeur ajoutée et plus de six (6) mois pour les entreprises dont le chiffre d'affaires déclaré, au titre de l'un des exercices vérifiés, est supérieur à cinquante (50) millions de dirhams hors taxe sur la valeur ajoutée.

Les délais de trois (3) et six (6) mois ne tiennent pas compte des suspensions de la vérification en cas :

- de défaut de présentation des documents comptables obligatoires ou refus de se soumettre au contrôle ;
- d'envoi des demandes de renseignements aux administrations fiscales des Etats ayant conclu avec le Maroc des conventions ou accords permettant un échange de renseignements à des fins fiscales, dans la limite de cent quatre-vingt (180) jours à compter de la date d'envoi desdites demandes. A cet effet, il est à préciser que l'envoi de ces demandes est interruptif de la prescription.

Lorsque le contribuable est soumis à la vérification des postes ou opérations déterminés, au titre d'un ou plusieurs impôts ou taxes, pour une période déterminée, suivie d'un examen de la comptabilité au titre de tous les impôts et taxes et pour la même période, la durée cumulée de la première et de la deuxième intervention sur place ne peut excéder la durée de vérification visée ci-dessus.

3- Pouvoir d'appréciation de l'Administration

Dans le cadre d'une opération de vérification, l'administration dispose d'un pouvoir d'appréciation des bases d'imposition déclarées par les contribuables lorsque :

- la comptabilité présente des irrégularités graves de nature à mettre en cause sa valeur probante et ayant pour conséquence une insuffisance de chiffre d'affaires ou de résultat imposable ou de ne pas permettre à la comptabilité présentée de justifier les résultats déclarés ;



- la comptabilité présente des insuffisances au niveau des chiffres d'affaires déclarés ;
- les bénéficiaires ont été transférés par une entreprise disposant de liens de dépendances avec d'autres entreprises ;
- l'importance de certaines dépenses engagées ou supportées à l'étranger par les entreprises étrangères ayant une activité permanente au Maroc n'apparaît pas justifiée ;
- les opérations réalisées sont constitutives d'un abus de droit dans les cas suivants :
 - les opérations ont un caractère fictif ou visent uniquement la recherche du bénéfice des avantages fiscaux à l'encontre des objectifs poursuivis par les dispositions législatives en vigueur ;
 - les opérations visent à éluder l'impôt ou à en réduire le montant qui aurait été normalement supporté eu égard à la situation réelle du contribuable ou de ses activités, si ces opérations n'avaient pas été réalisées.

4 - Droit de rectification des erreurs au profit du contribuable

Le vérificateur peut rectifier les erreurs et omissions qu'il constate lors de l'opération de vérification et qui peuvent être en faveur du contribuable.

IV- Droits et obligations à la clôture de la procédure de vérification

1 - Droit d'être informé de la date fixée pour l'échange oral et contradictoire et de la date de clôture de la vérification

Avant la clôture de la vérification, il est notifié au contribuable une lettre, dans les formes prévues à l'article 219 du CGI, l'informant de la date fixée pour l'échange oral et contradictoire et de la date à laquelle la vérification sera clôturée.

2 - Droit à un échange oral et contradictoire

Avant la clôture de la vérification, l'administration invite le contribuable, dans les formes prévues à l'article 219 du CGI, à un échange oral et contradictoire, organisé dans les locaux de l'administration fiscale concernant les rectifications qu'elle envisage d'apporter à la déclaration fiscale.

Les observations formulées par le contribuable, lors de cet échange, sont prises en considération si l'administration les estime fondées.

Un procès-verbal est établi par l'inspecteur des impôts indiquant la date de la tenue de l'échange précité et les parties signataires. Une copie dudit procès-verbal est remise au contribuable.

La lettre de notification prévue aux articles 220-I (3^{ème} alinéa) et 221-I (2^{ème} alinéa) du CGI demeure le seul document ayant pour effet de

fixer les montants des redressements notifiés et de constater l'engagement de la procédure de rectification des impositions.

3- Garantie de respect des procédures de rectification des bases d'imposition

A l'issue du contrôle fiscal sur place, l'administration doit en cas de rectification des bases d'imposition, engager, selon le cas, la procédure normale de rectification prévue à l'article 220 ou la procédure accélérée prévue à l'article 221 du CGI.

4- Droit du contribuable d'être informé en cas d'absence de rectifications

Au cas où la vérification n'aboutit à aucun redressement, l'administration doit en aviser le contribuable dans les formes prévues à l'article 219 du CGI.

5- Garantie de respect de la charge de la preuve

L'établissement de l'impôt est basé sur la production de la preuve dont la charge incombe au contribuable concernant les éléments figurant dans ses déclarations et à l'administration pour les rectifications et les redressements envisagés suite au contrôle desdites déclarations.

6- Garantie de la non modification des bases d'imposition retenues au terme d'un contrôle fiscal antérieur

L'administration peut procéder ultérieurement à un nouvel examen des écritures déjà vérifiées sans que ce nouvel examen, même lorsqu'il concerne d'autres impôts et taxes, puisse entraîner une modification des bases d'imposition retenues au terme du premier contrôle.

Lorsque la vérification a porté sur des postes ou opérations déterminés, au titre d'un ou plusieurs impôts ou taxes, pour une période déterminée, l'administration peut procéder ultérieurement à un contrôle de ladite comptabilité au titre de tous les impôts et taxes et pour la même période, sans que ce contrôle puisse entraîner le rehaussement des montants des redressements ou rappels retenus au terme du premier contrôle, au titre des postes et opérations précités.

7- Garantie de la non reprise de la vérification pour les exercices prescrits

L'administration ne peut procéder au contrôle des écritures se rapportant à une période couverte par la prescription. Néanmoins, une dérogation à ce principe est prévue dans les quatre (4) cas suivants :

- en matière d'IS ou d'IR, le droit de réparer peut s'étendre aux quatre (4) derniers exercices prescrits, lorsque des déficits afférents à des exercices comptables prescrits ont été imputés sur les revenus ou les résultats d'un exercice non prescrit ;



- en cas de cessation d'activité suivie d'une liquidation, le droit de contrôle peut concerner toute la période de liquidation, sans que la prescription puisse être opposée à l'administration pour toute cette période ;
- en matière de TVA, lorsqu'un contribuable dispose au début de la première année non atteinte par la prescription d'un crédit de taxe, l'administration est en droit de vérifier les périodes d'imposition ou les quatre (4) derniers exercices prescrits ;
- en matière de taxe sur les contrats d'assurances, l'administration est en droit de vérifier la sincérité des déductions opérées au cours des cinq (5) derniers exercices prescrits, lorsque le crédit de taxe afférent à ces exercices a été imputé sur la taxe due au titre d'un exercice non prescrit.

Dans tous les cas, cette vérification ne peut aboutir qu'à la réduction ou à l'annulation des crédits ou déficits précités et ne peut engendrer un complément d'impôt ou de taxe au titre de la période prescrite.

V- Droits et obligations en cas de procédure normale de rectification des bases d'imposition

La procédure normale s'applique pour la rectification des bases d'imposition initiales résultant soit d'une déclaration, soit d'une taxation d'office au titre des impôts, droits et taxes. Il s'agit d'une procédure contradictoire écrite qui comprend cinq étapes :

- la première lettre de notification ;
- la réponse du contribuable à la première lettre de notification ;
- la deuxième lettre de notification ;
- la réponse du contribuable à la deuxième lettre de notification ;
- le pourvoi devant la commission régionale du recours fiscal (CRRF) ou devant la commission nationale du recours fiscal (CNRF), selon le cas.

1 - Droit d'être informé des résultats de la vérification dans une première lettre de notification

Les nouvelles bases arrêtées en matière d'impôt sur les sociétés, d'impôt sur le revenu, de contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires et les revenus et de contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires des entreprises de jeux de hasard, les montants des droits complémentaires arrêtés en matière de TVA, de contribution sociale de solidarité sur les livraisons à soi-même de construction d'habitation personnelle, de taxe aérienne pour la solidarité et la promotion touristique et de taxe spéciale sur le ciment, la base retenue en matière de droits d'enregistrement, de droits de timbre (sur déclaration) et de taxe sur les contrats d'assurances, ainsi que les droits complémentaires résultant de la base précitée doivent être notifiés par l'administration au contribuable, dans les formes prévues à l'article 219 du CGI, durant les trois (3) mois qui suivent la date de clôture des travaux de vérification.

Ladite date de clôture est celle portée à la connaissance du contribuable par la lettre d'information, prévue par les dispositions de l'article 212-I du CGI.

La lettre de notification des redressements doit être motivée et doit comporter l'assignation au contribuable d'un délai de réponse de trente (30) jours suivant la date de réception de ladite lettre pour faire parvenir à l'administration son acceptation ou ses observations détaillées et motivées par nature de redressement et par période d'imposition.

Cette lettre a pour effet d'interrompre la prescription et de fixer les limites d'imposition établie suite à un contrôle fiscal à celle résultant des bases fixées dans cette première lettre de notification.

2- Droit de réponse à la première lettre de notification

Le contribuable peut adresser sa réponse, pour donner son accord total ou partiel, ses observations ou propositions sur la base qui lui a été notifiée, par lettre recommandée avec accusé de réception à l'administration ou la déposer au service des impôts concernés, à l'adresse figurant sur la lettre de notification, dans le délai franc de trente (30) jours suivant la date de réception de ladite lettre.

L'examen par l'administration de la réponse du contribuable peut aboutir soit à l'abandon total des redressements notifiés, soit au maintien total ou partiel de ces redressements.

A défaut de réponse ou en cas de réponse hors délai, les droits complémentaires sont émis par voie de rôle, état de produits ou ordre de recettes, sans préjudice de l'application des sanctions prévues par le CGI.

3- Droit d'être informé des observations de l'administration dans une deuxième lettre de notification

Si l'administration estime que les observations du contribuable ne sont pas fondées en tout ou en partie, elle lui notifie dans les formes prévues à l'article 219 du CGI, dans un délai maximum de soixante (60) jours suivant la date de réception de la réponse du contribuable, les motifs de son rejet partiel ou total ainsi que la base d'imposition qui lui paraît devoir être retenue et, le cas échéant, le montant des droits et taxes.

Elle doit également informer le contribuable que cette base sera définitive s'il ne présente pas un recours devant la Commission Régionale du Recours Fiscal (CRRF) ou devant la Commission Nationale de Recours Fiscal (CNRF), selon le cas, dans un délai de trente (30) jours suivant la date de réception de cette deuxième lettre de notification.

A défaut de réponse de l'administration aux observations du contribuable dans un délai de soixante (60) jours, la procédure de vérification est frappée de nullité.



4 - Droit de réponse à la deuxième lettre de notification

Les redressements acceptés totalement ou partiellement par le contribuable ainsi que ceux n'ayant pas fait l'objet de réponse de sa part donnent lieu à une imposition immédiate.

La procédure est poursuivie pour les redressements ayant fait l'objet de recours par le contribuable devant la CRRF ou devant la CNRF, selon le cas.

Il est à noter que les cas de nullités précités et visés aux articles 220-VIII et 221-IV du CGI ne peuvent être soulevés pour la première fois devant la CRRF ou devant la CNRF.

VI- Droits et obligations en cas de procédure accélérée de rectification des bases d'imposition

La procédure accélérée est engagée pour la rectification des déclarations en matière d'IS, d'IR, de TVA, de droits de timbre (sur déclaration), de taxe sur les contrats d'assurances, de contribution sociale de solidarité sur les bénéfiques et les revenus, de contribution sociale de solidarité sur les livraisons à soi-même de construction d'habitation personnelle, de taxe aérienne pour la solidarité et la promotion touristique, de taxe spéciale sur le ciment et de contribution sociale de solidarité sur les bénéfiques des entreprises de jeux de hasard, dans les cas suivants :

- cession totale ou partielle des actifs corporels ou incorporels de l'entreprise, cessation totale ou partielle d'activité, cessation temporaire d'activité, procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire ou transformation de la forme juridique d'une entreprise entraînant, soit son exclusion du domaine de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, soit la création d'une personne morale nouvelle ;
- décès ou départ des contribuables qui cessent d'avoir au Maroc une résidence habituelle, un établissement principal ou un domicile fiscal ;
- cession des valeurs mobilières et autres titres de capital et de créance ;
- cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers.

Les règles de notification (contenu, délai, effet, ...) et de recours régissant cette procédure sont identiques à celles prévues pour la procédure normale de rectification, à la seule différence que l'imposition, éventuellement établie, est émise sur les bases adressées au contribuable dans la deuxième lettre de notification.

VII- Droits et obligations en cas de recours devant les commissions (CRRF ou CNRF)

Les contribuables peuvent contester les redressements et rappels notifiés dans la deuxième lettre de notification, devant la CRRF ou la CNRF, selon le cas.

1 - Droit de présenter un pourvoi devant la CRRF

La CRRF est compétente pour statuer sur les recours en cas de vérification de comptabilité des contribuables dont le chiffre d'affaires déclaré, au compte de produits et charges, au titre de chaque exercice de la période non prescrite vérifiée, est inférieur à dix (10) millions de dirhams.

La requête de pourvoi devant la CRRF est adressée par le contribuable à l'administration. Elle doit définir l'objet du désaccord et contenir un exposé des arguments invoqués.

Un délai maximum de trois (3) mois est fixé pour la communication par l'administration des requêtes et documents relatifs aux actes de la procédure contradictoire à la CRRF, à compter de la date de notification à l'administration du pourvoi du contribuable devant ladite commission.

A défaut de communication de la requête et des documents susvisés, dans le délai prescrit, les bases d'imposition ne peuvent être supérieures à celles déclarées ou acceptées par le contribuable.

La CRRF, par la voie de son secrétaire rapporteur, est tenue :

- d'informer le contribuable et l'administration de la date à laquelle elle tient sa réunion, trente (30) jours au moins avant cette date dans les formes prévues à l'article 219 du CGI ;
- de convoquer les membres de la commission, quinze (15) jours au moins avant la date fixée pour la réunion dans les formes prévues à l'article 219 du CGI.

Le délai fixé à la CRRF pour statuer est de douze (12) mois à partir de la date de la réception par la commission de la requête du contribuable et des documents transmis par l'administration.

Lorsqu'à l'expiration du délai précité, la CRRF n'a pas pris de décision, le secrétaire rapporteur de la commission en informe les parties par lettre, dans les formes prévues à l'article 219 du CGI, dans les deux (2) mois suivant la date d'expiration du délai de douze (12) mois précité.

Dans ce cas, l'administration doit transmettre la requête et les documents précités à la CNRF dans un délai de deux (2) mois, à compter de la date de réception de la lettre d'information.

A défaut de communication par l'administration de la requête et des documents susvisés à la CNRF dans le délai précité, les bases d'imposition ne peuvent être supérieures à celles déclarées ou acceptées par le contribuable.

Les décisions des CRRF doivent être détaillées et motivées. Elles sont notifiées aux deux parties par les secrétaires rapporteurs desdites commissions, dans les formes prévues à l'article 219 du CGI, dans les quatre (4) mois suivant la date de la décision. Elles doivent



faire ressortir les bases, droits et taxes arrêtées et, le cas échéant, les rectifications pour lesquelles les commissions se sont déclarées incompétentes.

2 - Droit de présenter un pourvoi devant la CNRF

La CNRF est compétente pour statuer sur les recours :

- relatifs aux vérifications de comptabilité des contribuables lorsque le chiffre d'affaires déclaré, au compte de produits et charges, au titre de l'un des exercices vérifiés, est égal ou supérieur à dix (10) millions de dirhams ;
- relatifs à la vérification de comptabilité et l'examen de l'ensemble de la situation fiscale des personnes physiques en même temps, prévus à l'article 216-III du CGI, quel que soit le chiffre d'affaires déclaré ;
- relatifs aux rectifications des bases d'imposition pour lesquelles l'administration invoque l'abus de droit visé à l'article 213-V du CGI ;
- pour lesquels les CRRF n'ont pas pris de décision dans le délai de douze (12) mois.

La requête de pourvoi devant la CNRF est adressée par le contribuable à l'administration. Elle doit définir l'objet du désaccord et contenir un exposé des arguments invoqués.

Un délai maximum de trois (3) mois est fixé pour la communication par l'administration des requêtes et documents relatifs aux actes de la procédure contradictoire à la CNRF, à compter de la date de notification à l'administration du pourvoi du contribuable devant ladite commission.

A défaut de communication de la requête et des documents susvisés, dans le délai prescrit, les bases d'imposition ne peuvent être supérieures à celles déclarées ou acceptées par le contribuable.

La CNRF, par la voie de son secrétaire rapporteur auprès de la sous-commission, est tenue :

- d'informer le contribuable et l'administration de la date à laquelle elle tient sa réunion, trente (30) jours au moins avant cette date dans les formes prévues à l'article 219 du CGI ;
- de convoquer les membres de la commission, quinze (15) jours au moins avant la date fixée pour la réunion dans les formes prévues à l'article 219 du CGI.

Le délai fixé à la CNRF pour statuer est de douze (12) mois à partir de la date de la réception de la requête et des documents transmis par l'administration.

Dans le cas où la CNRF n'aurait pas pris de décision dans ce délai, aucune rectification ne peut être apportée à la déclaration du contribuable ou à la base d'imposition retenue par l'administration en cas de taxation d'office.

Toutefois, lorsque le contribuable donne son accord partiel sur les bases notifiées par l'administration ou ne fait pas d'observations sur les chefs de redressements de l'administration, la base retenue pour l'établissement de l'impôt est celle résultant de l'accord partiel ou des chefs de redressements précités.

Les décisions des sous-commissions doivent être détaillées et motivées. Elles sont notifiées aux deux parties par le magistrat assurant le fonctionnement de la CNRF, dans les formes prévues à l'article 219 du CGI, dans les quatre (4) mois suivant la date de la décision. Elles doivent faire ressortir les bases, droits et taxes arrêtées et, le cas échéant, les rectifications pour lesquelles la CNRF s'est déclarée incompétente.

VIII- Droits et obligations en cas d'émission des droits complémentaires

Les droits supplémentaires, les majorations, les amendes et les pénalités y afférentes sont immédiatement émis dans les cas suivants :

- défaut de réponse ou de recours dans les délais prescrits par les dispositions de l'article 220 (I et II) du CGI ;
- accord partiel ou total conclu par écrit entre les parties au cours de la procédure de rectification ;
- après la décision de la commission régionale du recours fiscal ou celle de la commission nationale du recours fiscal, selon le cas ;
- pour les redressements envisagés dans la deuxième lettre de notification sur lesquels les commissions régionales du recours fiscal ou la commission nationale de recours fiscal se sont déclarées incompétentes ;
- défaut d'observations de la part du contribuable sur des redressements et/ou rappels notifiés au cours de la procédure de rectification ;
- suite à la deuxième lettre de notification pour les opérations de vérification engagées dans le cadre de la procédure accélérée prévue à l'article 221 du CGI.

IX- Droits et obligations en cas de procédure judiciaire suite à la rectification des bases d'imposition

Les décisions des CRRF ou celles de la CNRF et celles portant reconnaissance desdites commissions de leur incompétence, peuvent être contestées par l'administration et le contribuable, par voie judiciaire, dans le délai de soixante (60) jours suivant la date de notification des décisions desdites commissions, que celles-ci portent sur des questions de droit ou de fait.

Le recours par voie judiciaire ne peut être intenté en même temps que le recours devant les CRRF ou devant la CNRF.



X- Droits et obligations en cas d'accord à l'amiable

Le contribuable ou son représentant légal peut, au cours de la procédure fiscale, conclure un accord à l'amiable avec l'administration.

Cet accord porte sur des questions de fait relatives aux éléments d'imposition évalués par l'administration et ne peut en aucun cas porter sur des questions de droit.

L'accord précité est rédigé selon un modèle établi par l'administration, comportant notamment :

- le montant des bases imposables et des droits dus, objet de cet accord ;
- le nom et la qualité des signataires ;
- la date de la signature de l'accord.

Cet accord définitif et irrévocable est établi en double exemplaire dont l'un est remis au contribuable.

L'accord doit être accompagné d'une lettre de désistement du contribuable, selon un modèle établi par l'administration, de tout recours actuel ou éventuel devant la CRRF ou la CNRF, l'administration fiscale ou les tribunaux.

En cas de jugement définitif ayant acquis force de chose jugée, cet accord à l'amiable ne peut porter sur un montant de droits inférieur à celui fixé dans ce jugement. Toutefois, lorsque le jugement ne s'est pas prononcé sur des redressements portant sur des questions de fait, ces redressements peuvent faire l'objet d'un accord à l'amiable.

B- DROITS ET OBLIGATIONS EN MATIÈRE D'EXAMEN DE L'ENSEMBLE DE LA SITUATION FISCALE (EESF)

I- Principes fondamentaux

1 - Présomption de sincérité

Les déclarations et les documents déposés ou présentés à l'administration fiscale sont présumés être exacts et sincères.

2 - Engagement de facilitation de l'opération de contrôle

L'administration dispose d'un droit de contrôle lui permettant l'examen de l'ensemble de la situation fiscale des personnes physiques, afin de vérifier la cohérence entre leurs revenus et leurs dépenses et avoirs liquides.

L'administration peut attribuer d'office un identifiant fiscal aux personnes physiques non identifiées et procéder à l'évaluation de leur revenu global annuel.

Les personnes physiques concernées par l'EESF s'engagent à faciliter les opérations de contrôle effectuées par l'administration.

3 - Garantie de contrôle selon une procédure légale

Le contrôle fiscal ne peut s'exercer que dans le cadre des procédures de rectification prévues par le CGI, par des agents de l'administration fiscale assermentés.

4 - Droit de défense selon une procédure contradictoire

La procédure d'EESF est une procédure contradictoire qui garantit aux personnes physiques le droit de défense durant toutes les phases de contrôle fiscal.

II- Droits et obligations au début de la procédure d'EESF

1 - Droit d'être informé du début de la procédure d'EESF

Les personnes physiques ont le droit d'être informées du début de la procédure d'EESF par un avis dudit examen, que l'administration doit leur notifier. Cet avis doit préciser la période objet d'examen.

Lorsque l'administration procède, en même temps, à la vérification de comptabilité et à l'EESF, elle notifie au contribuable un seul avis au moins quinze (15) jours avant la date fixée pour le début du contrôle. La date de début du contrôle est décomptée à partir du 16^{ème} jour suivant la date de notification dudit avis, sans dépasser le cinquième jour ouvrable à compter de la date fixée pour le début du contrôle.

En cas de défaut de notification aux intéressés de l'avis visé aux deux alinéas précédents, la procédure de rectification est frappée de nullité.

Il est précisé que la prescription est interrompue par la notification de l'avis précité.



2- Droit d'être informé des droits et obligations en matière d'EESF

Les personnes physiques ont le droit d'être informées de leurs droits et obligations en matière de contrôle fiscal. L'administration doit obligatoirement accompagner l'avis d'EESF d'une copie de la présente charte du contribuable.

En cas de défaut de notification aux intéressés de cette charte, la procédure de rectification est frappée de nullité.

3- Droit d'être notifié selon des formes légales

L'administration doit notifier, à la personne physique concernée, l'avis d'EESF et les autres notifications dans les formes prévues à l'article 219 du CGI.

L'administration notifie les personnes non identifiées pour lesquelles elle a attribué d'office un identifiant fiscal, à l'adresse figurant dans leur carte nationale d'identité électronique ou leur carte de séjour.

4- Droit de communication et échange d'informations

L'administration a le droit de demander par écrit la communication des renseignements et documents qui peuvent servir dans l'opération de l'EESF. Le droit de communication porte sur tous les renseignements concernant les contribuables à l'intérieur du Maroc ou à l'étranger, notamment à travers la communication avec les administrations fiscales étrangères en vertu des conventions ou accords internationaux conclus par le Maroc.

5- Droit d'être informé de la date d'envoi de la demande de renseignements aux administrations fiscales des Etats ayant conclu avec le Maroc des conventions ou accords permettant un échange de renseignements à des fins fiscales

La personne physique concernée par l'EESF a le droit d'être informée, dans les formes prévues à l'article 219 du CGI, de la date d'envoi de la demande de renseignements aux administrations fiscales des Etats ayant conclu avec le Maroc des conventions ou accords permettant un échange de renseignements à des fins fiscales, et ce dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la date de cet envoi.

III- Droits et obligations au cours de la procédure d'EESF

1- Droit à un EESF dans une durée limitée

L'opération d'EESF d'une personne physique ne peut durer plus de six (6) mois à compter de la date de notification de l'avis d'examen.

Lorsque l'administration procède, en même temps, à la vérification de comptabilité et à l'EESF, la durée du contrôle ne peut, en aucun cas, dépasser trois (3) mois pour les entreprises dont le chiffre d'affaires déclaré, au titre des exercices soumis à vérification, est inférieur ou

égal à cinquante (50) millions de dirhams hors taxe sur la valeur ajoutée et six (6) mois pour les entreprises dont le chiffre d'affaires déclaré, au titre de l'un des exercices soumis à vérification, est supérieur à cinquante (50) millions de dirhams hors taxe sur la valeur ajoutée.

La durée précitée ne tient pas compte des suspensions de contrôle en cas :

- d'envoi des demandes de renseignements aux administrations fiscales des Etats ayant conclu avec le Maroc des conventions ou accords permettant un échange de renseignements à des fins fiscales, dans la limite de cent quatre-vingt (180) jours à compter de la date d'envoi desdites demandes ;
- de défaut de présentation des documents comptables ou refus de se soumettre au contrôle.

2- Droit de justification des opérations figurant sur les comptes financiers

Au cours d'une procédure d'EESF, l'administration peut examiner les opérations figurant sur des comptes financiers utilisés à titre privé ou professionnel et demander aux personnes concernées tous les éclaircissements et justifications sur ces opérations, sans que cet examen et ces demandes constituent le début d'une procédure de vérification de comptabilité.

L'administration peut tenir compte, dans chacune de ces procédures, des constatations résultant de l'examen des comptes ou des réponses aux demandes d'éclaircissements ou de justifications faites dans le cadre d'une autre procédure.

3- Evaluation du revenu global annuel

L'administration peut évaluer le revenu global annuel d'une personne physique, en tenant compte de ses avoirs liquides déposés dans ses comptes bancaires ou dans les comptes bancaires de toute autre personne ayant un lien avec elle, lorsque ladite personne physique est le bénéficiaire effectif desdits comptes, et de ses dépenses telles que définies à l'article 29 du CGI, pour tout ou partie de la période non prescrite.

L'administration doit tenir compte des dépenses qui peuvent être effectuées par des ressources issues de plusieurs années. Dans ce cas, l'évaluation de la situation fiscale des personnes concernées doit porter sur la seule fraction du montant de la dépense correspondant à la période non prescrite.

4- Droit de justification des ressources et des discordances entre les revenus et les dépenses et avoirs liquides

L'administration peut demander, dans les formes prévues à l'article 219 du CGI, à la personne concernée de fournir toutes les justifications nécessaires et présenter tous documents clarifiant les



discordances et incohérences relevées, dans un délai de trente (30) jours suivant la date de réception de la demande de l'administration.

Les revenus évalués dans le cadre de la procédure de l'EESF des personnes physiques dont la source n'a pas été justifiée, sont considérés comme autres revenus et gains pour l'application de l'impôt sur le revenu.

Les personnes physiques ont le droit de justifier, dans le cadre de la procédure d'EESF, leurs ressources par tout moyen de preuve et faire état notamment :

- de revenus de capitaux mobiliers soumis à la retenue à la source libératoire ou ceux afférents aux distributions occultes du point de vue fiscal, visées à l'article 13-VII du CGI ;
- de revenus exonérés de l'impôt sur le revenu sous réserve du dépôt des déclarations y afférentes et nonobstant toutes les dispositions contraires ;
- de produits de cessions de biens meubles ou immeubles ;
- d'emprunts contractés auprès des banques ou auprès des tiers pour des besoins autres que professionnels ;
- de l'encaissement des prêts précédemment accordés à des tiers.

IV- Droits et obligations à la clôture de la procédure d'EESF

1 - Droit d'être informé de la date fixée pour l'échange oral et contradictoire et de la date de clôture d'EESF

Avant la date de clôture de l'examen, il est notifié à la personne physique concernée une lettre, dans les formes prévues à l'article 219 du CGI, l'informant de la date fixée pour l'échange oral et contradictoire et de la date à laquelle l'examen sera clôturé.

Lorsque l'administration procède, en même temps, à la vérification de comptabilité et à l'EESF, elle informe le contribuable de la date fixée pour procéder à un échange oral et contradictoire concernant les rectifications envisagées suite au contrôle et de la date à laquelle ce contrôle sera clôturé.

2 - Droit à un échange oral et contradictoire

Avant la date de clôture de l'examen, l'administration invite la personne concernée dans les formes prévues à l'article 219 du CGI, à un échange oral et contradictoire, organisé dans les locaux de l'administration fiscale, concernant les éléments de comparaison sur la base desquels le revenu global annuel sera évalué.

Les observations formulées par la personne physique concernée, lors de cet échange, sont prises en considération si l'administration les estime fondées.

Un procès-verbal est établi par l'administration indiquant la date de la

tenue de l'échange précité et les parties signataires. Une copie dudit procès-verbal est remise à la personne concernée.

La lettre de notification des éléments de comparaison devant servir à la rectification de la base annuelle d'imposition prévue à l'article 216-I (14^{ème} alinéa) du CGI, demeure le seul document ayant pour effet de fixer les montants des redressements notifiés et de constater l'engagement de la procédure de rectification des impositions.

3 - Garantie de respect des procédures de rectification des bases d'imposition

A l'issue de l'EESF, l'administration doit en cas de rectification des bases d'imposition, engager la procédure prévue à l'article 216 du CGI.

Lorsque l'administration procède, en même temps, à la vérification de comptabilité et à l'EESF, les rectifications découlant de ce contrôle sont effectuées, selon le cas, dans les conditions prévues à l'article 220 ou 221 du CGI.

4 - Garantie de respect de la charge de la preuve

L'établissement de l'impôt est basé sur la production de la preuve dont la charge incombe au contribuable concernant les éléments figurant dans ses déclarations et à l'administration pour les rectifications et les redressements envisagés suite au contrôle desdites déclarations.

5 - Garantie de la non reprise de l'EESF pour la même période

Lorsque l'administration a procédé à un EESF d'une personne physique pour une période déterminée, elle ne peut procéder ultérieurement à un nouvel examen pour la même période.

V- Droits et obligations en cas de procédure normale de rectification des bases d'imposition

La procédure normale s'applique pour la rectification des bases d'imposition initiales. Il s'agit d'une procédure contradictoire écrite qui comprend cinq étapes :

- la première lettre de notification ;
- la réponse de la personne physique à la première lettre de notification ;
- la deuxième lettre de notification ;
- la réponse de la personne physique à la deuxième lettre de notification ;
- le pourvoi devant la commission nationale du recours fiscal (CNRF).

1 - Droit d'être informé des résultats de l'EESF dans une première lettre de notification

Les nouvelles bases arrêtées en matière d'impôt sur le revenu doivent être notifiées par l'administration à la personne physique concernée,



dans les formes prévues à l'article 219 du CGI, dans les trois (3) mois qui suivent la date de clôture des travaux de l'EESF.

Ladite date de clôture est celle portée à la connaissance de la personne susvisée par la lettre d'information, prévue par les dispositions de l'article 216 (I-11^{ème} alinéa et III) du CGI.

La lettre de notification des redressements doit comporter l'assignation à la personne concernée d'un délai de réponse de trente (30) jours suivant la date de réception de ladite lettre pour faire parvenir à l'administration son acceptation ou ses observations détaillées et motivées.

Cette lettre a pour effet de fixer les limites d'imposition établie suite à un EESF à celle résultant des bases fixées dans cette première lettre de notification.

2- Droit de réponse à la première lettre de notification

La personne concernée peut adresser sa réponse, pour donner son accord total ou partiel, ses observations ou propositions sur la base qui lui a été notifiée, par lettre recommandée avec accusé de réception à l'administration ou la déposer au service des impôts concerné, à l'adresse figurant sur la lettre de notification, dans le délai franc de trente (30) jours suivant la date de réception de ladite lettre.

L'examen par l'administration de la réponse de la personne susvisée peut aboutir soit à l'abandon total des redressements notifiés, soit au maintien total ou partiel de ces redressements.

Lorsque, dans le délai de trente (30) jours précité, la personne accepte la base d'imposition qui lui est notifiée, l'impôt est émis par voie de rôle.

A défaut de réponse dans le délai prescrit, l'imposition est établie et ne peut être contestée que dans les conditions prévues à l'article 235 du CGI.

3- Droit d'être informé des observations de l'administration dans une deuxième lettre de notification

Si l'administration estime que les observations de la personne physique ne sont pas fondées en tout ou en partie, elle lui notifie dans les formes prévues à l'article 219 du CGI, dans un délai maximum de soixante (60) jours suivant la date de réception de la réponse de ladite personne, les motifs de son rejet partiel ou total ainsi que la base d'imposition qui lui paraît devoir être retenue.

Elle doit également informer la personne concernée que cette base sera définitive si elle ne présente pas un recours devant la Commission Nationale de Recours Fiscal (CNRF), dans un délai de trente (30) jours suivant la date de réception de cette deuxième lettre de notification.

A défaut de réponse de l'administration aux observations de la

personne concernée dans un délai de soixante (60) jours, la procédure de rectification est frappée de nullité.

4- Droit de réponse à la deuxième lettre de notification

Les redressements acceptés totalement ou partiellement par la personne concernée ainsi que ceux n'ayant pas fait l'objet de réponse de sa part donnent lieu à une imposition immédiate.

La procédure est poursuivie pour les redressements ayant fait l'objet de recours par ladite personne devant la CNRF.

Il est à noter que les cas de nullités précités et visés aux articles 220-VIII et 221-IV ne peuvent être soulevés pour la première fois devant la CNRF.

VI- Droits et obligations en cas de procédure accélérée de rectification des bases d'imposition

La procédure accélérée est engagée pour la rectification de la base annuelle d'imposition en matière d'IR dans le cas de décès ou de départ de la personne physique qui cesse d'avoir au Maroc une résidence habituelle.

Les règles de notification (contenu, délai, effet, ...) et de recours régissant cette procédure sont identiques à celles prévues pour la procédure normale de rectification, à la seule différence que l'imposition, éventuellement établie, est émise sur les bases adressées à la personne concernée dans la deuxième lettre de notification.

VII- Droits et obligations en cas de recours devant la CNRF

Les personnes physiques concernées par l'EESF ou par la vérification de comptabilité et l'EESF en même temps, peuvent contester les redressements notifiés dans la deuxième lettre de notification devant la CNRF.

La requête de pourvoi devant la CNRF est adressée par la personne concernée à l'administration. Elle doit définir l'objet du désaccord et contenir un exposé des arguments invoqués.

Un délai maximum de trois (3) mois est fixé pour la communication par l'administration des requêtes et documents relatifs aux actes de la procédure contradictoire à la CNRF, à compter de la date de notification à l'administration du pourvoi du contribuable devant ladite commission.

A défaut de communication de la requête et des documents susvisés dans le délai prescrit, les bases d'imposition ne peuvent être supérieures à celles déclarées ou acceptées par le contribuable.

La CNRF, par la voie de son secrétaire rapporteur auprès de la sous-commission, est tenue :



- d'informer le contribuable et l'administration de la date à laquelle elle tient sa réunion, trente (30) jours au moins avant cette date dans les formes prévues à l'article 219 du CGI ;
- de convoquer les membres de la commission, quinze (15) jours au moins avant la date fixée pour la réunion dans les formes prévues à l'article 219 du CGI.

Le délai fixé à la CNRF pour statuer est de douze (12) mois à partir de la date de la réception de la requête et des documents transmis par l'administration.

Dans le cas où la CNRF n'aurait pas pris de décision dans ce délai, aucune rectification ne peut être apportée à la déclaration du contribuable ou à la base d'imposition retenue par l'administration en cas de taxation d'office.

Toutefois, lorsque le contribuable donne son accord partiel sur les bases notifiées par l'administration ou ne fait pas d'observations sur les chefs de redressements de l'administration, la base retenue pour l'établissement de l'impôt est celle résultant de l'accord partiel ou des chefs de redressements précités.

Les décisions des sous-commissions doivent être détaillées et motivées. Elles sont notifiées aux deux parties par le magistrat assurant le fonctionnement de la CNRF, dans les formes prévues à l'article 219 du CGI, dans les quatre (4) mois suivant la date de la décision. Elles doivent faire ressortir les bases et droits arrêtés et, le cas échéant, les rectifications pour lesquelles la CNRF s'est déclarée incompétente.

VIII- Droits et obligations en cas d'émission des droits

Les droits, les majorations, les amendes et les pénalités y afférentes sont immédiatement émis dans les cas suivants :

- défaut de réponse ou de recours dans les délais prescrits par les dispositions des articles 216-I et 220 du CGI ;
- accord partiel ou total conclu par écrit entre les parties au cours de la procédure de rectification ;
- après la décision de la CNRF ;
- pour les redressements envisagés dans la deuxième lettre de notification sur lesquels la CNRF s'est déclarée incompétente ;
- défaut d'observations de la part du contribuable sur des redressements notifiés au cours de la procédure de rectification ;
- suite à la deuxième lettre de notification pour les opérations d'EESF engagées dans le cadre de la procédure accélérée prévue à l'article 221 du CGI.

IX- Droits et obligations en cas de procédure judiciaire suite à la rectification des bases d'imposition

Les décisions de la CNRF et celles portant reconnaissance de ladite commission de son incompétence, peuvent être contestées par l'administration et le contribuable, par voie judiciaire, dans le délai de soixante (60) jours suivant la date de notification des décisions de ladite commission, que celles-ci portent sur des questions de droit ou de fait.

Le recours par voie judiciaire ne peut être intenté en même temps que le recours devant la CNRF.

X - Droits et obligations en cas d'accord à l'amiable

La personne physique concernée peut, au cours de la procédure d'EESF, conclure un accord à l'amiable avec l'administration.

Cet accord porte sur des questions de fait relatives aux éléments d'imposition évalués par l'administration et ne peut en aucun cas porter sur des questions de droit.

L'accord précité est rédigé selon un modèle établi par l'administration, comportant notamment :

- le montant des bases imposables et des droits dus, objet de cet accord ;
- le nom et la qualité des signataires ;
- la date de la signature de l'accord.

Cet accord définitif et irrévocable est établi en double exemplaire dont l'un est remis au contribuable.

L'accord doit être accompagné d'une lettre de désistement du contribuable, selon un modèle établi par l'administration, de tout recours actuel ou éventuel devant la CNRF, l'administration fiscale ou les tribunaux.

En cas de jugement définitif ayant acquis force de chose jugée, cet accord à l'amiable ne peut porter sur un montant de droits inférieur à celui fixé dans ce jugement. Toutefois, lorsque le jugement ne s'est pas prononcé sur des redressements portant sur des questions de fait, ces redressements peuvent faire l'objet d'un accord à l'amiable.

Le Directeur Général des Impôts

Signé: IDRISSE KAITOUNI Younes